
Le Préfet interdit toute manifestation : Plan social dans les services publics; politique fiscale au profit des plus riches; loi travail; non à la double peine pour la plus grande majorité des Corses.

Le Président Macron prolonge sa visite en Corse au delà de l'hommage au préfet Erignac, et sera à Bastia mercredi 7 décembre dans un cadre politique.

Nous venons de plus de découvrir son projet funeste de «plan social» dans les services publics au moment même où les salariés se mobilisent pour des emplois notamment dans les hôpitaux, les EHPAD, les prisons. Le Président parle de «pacte Girondin» en transférant des compétences aux Région tout en diminuant les crédits aux collectivités et en supprimant les emplois et les missions de proximité comme aux Finances de Corse ou par exemple les services RH ou de recouvrement de la taxe d'aménagement au profit des collectivités locales sont transférés à Avignon.

La CGT a demandé à être reçue par le Président de la République afin d'exposer l'ensemble des revendications sociales et plus particulièrement celles plus spécifiques à la Corse. Nous appelons les salariés, les retraités et les chômeurs à se mobiliser et à venir manifester pour accompagner notre délégation qui sera reçue par un conseiller social de l'Élysée.

Vie chère, indemnité de transport, précarité, collectivité unique, fiscalité, hausse de la CSG pour les retraités, solidarité nationale fragilisée, services publics...autant de questions essentielles pour la vie quotidienne des Corses que le Président Macron et d'autres tentent de masquer derrière des questions institutionnelles.

Aucune évolution institutionnelle ne résoudra la grave crise sociale qui touche une majorité de Corses, sans une meilleure répartition des richesses et de nouveaux droits pour les salariés.

Colonne de droite publique: [En direct des sections](#)

Public: [Luttes 2018](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
